

Les États participants ont une volonté commune de combattre la traite des êtres humains, et l'OSCE est l'outil politique et pragmatique qui les aide à affronter ce problème complexe, dit Eva Biaudet, Représentante spéciale et Coordinatrice de l'OSCE pour la lutte contre la traite des êtres humains. Avant d'être nommée à ce poste en octobre 2006, Mme Biaudet était, en Finlande, ministre de la santé et des services sociaux et députée. Elle a lancé, dans les pays de la sphère nordique et baltique, une campagne contre la traite des êtres humains et a contribué à l'élaboration de la législation que son pays a adoptée en la matière. Pour le combat humaniste qu'elle mène contre la traite des êtres humains, elle s'est récemment vu remettre l'insigne de Chevalier de la Légion d'Honneur, qui est la plus haute distinction française. Dans un entretien avec Sonya Yee, attachée de presse et d'information au Secrétariat de l'OSCE, Mme Biaudet évoque l'importance que revêt la coopération entre acteurs locaux au niveau international pour la protection des droits des victimes de la traite et appelle à améliorer la collecte et l'analyse de données pour pouvoir combattre le phénomène plus activement en se fondant sur des données probantes.



COURTESY OF PETRI KROOK

ENTRETIEN AVEC LA REPRÉSENTANTE SPÉCIALE ET COORDINATRICE DE L'OSCE POUR LA LUTTE CONTRE LA TRAITE DES ÊTRES HUMAINS

## Eva Biaudet : les droits des victimes sont essentiels pour combattre la traite des êtres humains

**Sonya Yee : Comment la lutte contre la traite des êtres humains s'insère-t-elle dans l'action que l'OSCE mène en tant qu'instance qui défend la sécurité ?**

**Eva Biaudet :** Le concept de sécurité globale remonte aux origines de l'OSCE : la sécurité d'un État est liée à la sécurité de ses ressortissants. Cela signifie que les États ont l'impérieuse obligation de protéger leurs citoyens contre toute violation de leurs droits. Or, la traite et l'exploitation sont d'abominables violations des droits de l'homme.

Mon mandat consiste précisément à prévenir la traite des êtres humains, à protéger les victimes et à poursuivre les criminels. La plupart des gens

associent la traite au franchissement illégal de frontières, mais les frontières, qu'elles soient à l'est ou à l'ouest, ne signifient pas grand chose lorsqu'on parle de cette activité criminelle.

Ce qui doit réellement nous préoccuper, c'est le fait que la traite des êtres humains n'a qu'un seul objet : l'exploitation, qu'elle soit sexuelle ou autre, comme la mendicité forcée, l'utilisation d'enfants à des fins criminelles ou l'esclavage d'hommes et de femmes dans des exploitations agricoles, des usines et des ménages, voire l'achat et la vente illicites d'organes humains. Il n'y a pas de limites à ce que des criminels sont capables de faire pour exploiter d'autres êtres humains.

## **L'OSCE est de plus en plus connue comme étant l'un des principaux partisans de l'institution de rapporteurs nationaux. Pourquoi ces derniers sont-ils importants ?**

Soucieux de répondre plus efficacement aux différents problèmes qui entourent la traite, les gouvernements et leurs partenaires ont besoin d'informations plus nombreuses et de meilleure qualité sur ce que sont les nombreux visages de la traite, sur l'ampleur du problème et sur son évolution, ainsi que sur les réponses qui sont apportées et sur celles qui fonctionnent le mieux.

Bien entendu, d'autres organisations fournissent leurs propres ensembles de données utiles, mais il manque encore le suivi et l'analyse dont les responsables ont besoin pour pouvoir élaborer des politiques et des procédures plus adaptées. Un rapporteur national ou un mécanisme équivalent a pour fonction de combler ce manque de connaissances et d'informations fiables. Le fait que cet instrument opère au niveau national signifie également que c'est aux gouvernements qu'il incombe de traiter le problème.

Encore une chose : plus les pays qui créent une telle institution seront nombreux, plus il sera facile, pour les correspondants nationaux, de partager des informations au niveau international. C'est pourquoi nous consacrons tant d'énergie à la promotion de ce concept.

## **Comment l'OSCE aide-t-elle les États participants à mettre en place ces mécanismes ?**

Nous les aidons à concrétiser leurs engagements. À cette fin, nous avons organisé, ces deux dernières années, deux importantes réunions dans le cadre de l'Alliance contre la traite des personnes. L'Alliance est une instance internationale unique que l'OSCE finance pour harmoniser les stratégies et les programmes de tous les acteurs qui luttent contre la traite des êtres humains, évitant ainsi toute redondance d'activités. À ce jour, nous avons permis aux pays de se réunir et de mettre en commun leurs meilleures expériences et les enseignements tirés. Dans le cadre de notre initiative la plus récente, nous avons invité des experts qui assument effectivement la fonction de rapporteur national à échanger des vues lors d'un séminaire que nous avons organisé en septembre.

Certains pays, comme la Finlande, la Suède, les Pays-Bas, la Roumanie et les États-Unis, ont déjà créé une fonction de rapporteur national. Ils jugent cette fonction utile, mais admettent n'en être encore qu'au stade de l'apprentissage. Aucun pays ne possède exactement les mêmes mécanismes, car il faut adapter ces derniers aux besoins et à la situation de chacun d'entre eux.

Il existe, cependant, des points que nous jugeons extrêmement importants. Nous estimons que les rapporteurs nationaux devraient avoir une assise légale qui leur permette d'accéder à des informations sensibles, tout en étant responsables de la protection de ces informations.

Nous pensons également qu'un rapporteur national devrait produire, de préférence une fois l'an, un rapport indépendant couvrant toutes les formes de traite pratiquées dans le pays. Ce rapport devrait évaluer les mesures prises par le gouvernement pour combattre le problème et comprendre des informations provenant non seulement de la magistrature, mais aussi de tous les organes, agences et services concernés. Il devrait être examiné par les parlementaires, qui sont ceux qui décident des budgets et de la législation. Les choses ne devraient pas, cependant, s'arrêter là. Le rapport devrait être rendu public et communiqué

aux responsables des régions et des municipalités de l'ensemble du pays, car c'est à ces niveaux que la protection des victimes devrait en fait s'effectuer.

## **Plusieurs organisations internationales participent à la lutte contre la traite. Quelle est la principale contribution de l'OSCE ?**

Nous présentons l'intérêt d'être neutres. Dans des pays tels que la Moldavie, par exemple, où plusieurs organisations internationales opèrent, nous sommes ressentis comme de bons coordonnateurs et facilitateurs parce que nous ne concurrençons personne pour obtenir des fonds et parce que nous ne représentons pas qu'un seul gouvernement.

Notre « valeur ajoutée » tient à notre fonctionnement, qui privilégie les initiatives partant de la base. Nous travaillons directement avec les gouvernements et les aidons à mettre en place les structures et les mécanismes dont ils ont besoin pour combattre la traite des êtres humains. Nous coopérons également de manière étroite avec des organisations internationales. Dans le même temps, nous entretenons d'étroites relations avec des ONG et des groupes locaux, également par l'entremise de nos opérations de terrain. Lorsque je suis invitée à me rendre dans un pays, je me fais un devoir de rencontrer également des représentants d'ONG, de me familiariser avec ce qu'elles font et d'écouter leurs récits.

## **Vous coordonnez également toutes les activités de lutte contre la drogue menées dans les différentes dimensions de l'OSCE. Comment cela fonctionne-t-il dans la pratique ?**

Comme le préconise le Plan d'action de l'OSCE pour lutter contre la traite des êtres humains (2003), mon Bureau aide, par des conseils spécialisés, d'autres services de l'OSCE à mettre en œuvre leurs propres activités de lutte contre la traite, car, bien entendu, la question dépasse la dimension humaine de la sécurité.

Dans le domaine politico-militaire, par exemple, des experts de l'OSCE apprennent à des gardes-frontières à reconnaître les faux documents et à distinguer les victimes de la traite des criminels qui pratiquent cette activité. Nous coopérons aussi très étroitement avec nos collègues chargés du maintien de l'ordre.

Dans le domaine économique, les activités visent principalement à autonomiser les femmes en favorisant la création d'emplois dans des régions de forte émigration. Les spécialistes de l'OSCE pour les questions d'égalité des sexes combattent la violence domestique fondée sur le sexe, dont il apparaît clairement qu'elle expose les personnes à la traite.

---

## **La Représentante spéciale et Coordinatrice de l'OSCE pour la lutte contre la traite des êtres humains**

aide les États participants à mettre en œuvre le Plan d'action de l'OSCE pour lutter contre la traite des êtres humains, qui a été approuvé par la Réunion du Conseil ministériel de Maastricht en 2003. Le Bureau de la Représentante spéciale fixe un cadre global pour les activités de lutte contre la traite que mène l'ensemble de l'Organisation. Prodiguant aux États participants des recommandations concernant la mise en œuvre des engagements qu'ils ont pris en matière de lutte contre la traite, le Plan d'action préconise de protéger les droits des victimes, de traduire les auteurs en justice et d'adopter des mesures de prévention qui tiennent compte des droits de l'homme.

---



Helsinki, 10 septembre,  
Conférence de l'OSCE sur  
la poursuite de la traite des  
êtres humains : Tarja Halonen,  
Présidente de la République de  
Finlande (centre), accompagnée  
de l'Ambassadeur Aleksi  
Harkonen, de l'Équipe spéciale  
de la Présidence de l'OSCE, et  
d'Eva Biaudet, Représentante  
spéciale de l'OSCE.  
Photo : Petri Krook  
<http://koti.welho.com/petkrook>

Notre Bureau communique aussi régulièrement avec le personnel de terrain spécialisé dans la lutte contre la traite. Ensemble, nous examinons les projets et les priorités que nous devrions contribuer à promouvoir dans le programme de travail des pays hôtes. J'apprécie l'appui que notre personnel de terrain apporte à l'action que nous menons pour promouvoir la mise en place de rapporteurs nationaux, par exemple.

**Vous avez consacré une bonne partie de votre carrière à diriger des projets de lutte contre la traite et d'autres relatifs aux droits de l'homme. Pensez-vous que les solutions soient difficiles à trouver ? Y a-t-il eu des progrès ?**

Mon point de vue sur cette question ne cesse de changer. J'apprends chaque jour, souvent des choses assez déplaisantes. La criminalité évolue constamment. De nouvelles manières horribles d'exploiter les gens apparaissent sans cesse. J'estime aussi, cependant, que le niveau de sensibilisation, parmi les décideurs, a évolué dans le bon sens. Plusieurs pays mettent au point de nouvelles législations,

revoient leurs structures et intensifient l'appui qu'ils apportent aux ONG.

Ne perdons pas de vue le fait que la démarche de l'OSCE se fonde sur les principes inhérents aux droits de l'homme et vise à protéger la victime, ce qui n'est pas toujours facile à mettre en pratique. Rien que pour aider les victimes, il faut un niveau élevé de compétence professionnelle, être prêt à agir sur le long terme et qu'un grand nombre d'acteurs soient disposés à coopérer.

N'oublions pas, enfin, que derrière de nombreuses histoires d'enfants, de femmes et d'hommes victimes de la traite, il y a une longue histoire d'exploitation et d'échec de la société à les protéger. Malgré cela, nous savons que les gens ont des ressources et une résistance remarquables et *peuvent* se remettre d'une expérience traumatisante, surtout s'ils parviennent à obtenir de l'aide rapidement. C'est pourquoi il est essentiel d'identifier les victimes sans tarder.

Nous devons, également, être disposés à tester de nouvelles démarches. À une conférence sur la traite des enfants, en mai dernier, nous avons réuni des gens chargés de protéger les enfants au niveau local. La plupart d'entre nous pensons que le travail social mené au niveau local n'a pas d'incidences au-delà du niveau local, mais en vertu du droit international, les pays sont tenus de protéger chaque enfant qui relève de leur compétence, que cet enfant soit d'un village ou d'une ville, et indifféremment de la situation de l'enfant au regard des lois relatives à l'immigration. C'était la première fois que des responsables locaux des pays d'origine et de destination se réunissaient et maintenant, j'espère qu'il leur sera plus facile de travailler les uns avec les autres.

**Quels sont vos espoirs et vos plans pour 2009, troisième année de votre mandat ?**

J'aimerais renforcer l'accent placé sur la prévention, qui est l'une des tâches les plus difficiles de la lutte contre la traite, car elle consiste à changer les comportements et la société. Je dirais, cependant, que ma première priorité, à court terme, est le travail que nous menons sur les rapporteurs nationaux. J'espère qu'un grand nombre de pays pourront mettre en place ce mécanisme rapidement, de préférence, bien entendu, avant la fin de mon mandat ! Cela représenterait un grand progrès dans notre lutte contre la traite.

---

« L'expression 'traite des personnes' désigne le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes. »

***Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et son Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants (2000)***

---



# Le théâtre pour agir contre la traite

## Autodirection du théâtre des coups durs de la vie

**Gros plan sur la lutte contre la traite des êtres humains**

Europe orientale

Moldavie

**JUDITH HALE**

Presque tous les samedis, Nikon Caraman, âgé de 22 ans, roule de nombreuses heures durant sur des routes bosselées et zigzagantes. Ses destinations sont des écoles situées dans les coins les plus reculés de Moldavie, en général des structures tombant en ruine aux fenêtres brisées et au chauffage déficient, si chauffage il y a, même au plus profond de l'hiver. À son arrivée, le tapis rouge n'est pas déroulé pour l'accueillir ; en fait, l'accueil peut être carrément glacial. Mais il est trop concentré sur la tâche qui l'attend pour s'en offusquer. Se réchauffant d'une généreuse dose de thé, qu'il conserve brûlant dans un thermos, il se prépare à jouer son personnage.

Avec 14 associés, Nikon est acteur et formateur bénévole, dont le but est d'établir le dialogue avec les jeunes dans les zones rurales et isolées du pays en amenant le « Forum théâtre » jusque sur le seuil de leur porte. Cette année, l'Association des jeunes formateurs de Moldavie, c'est le nom que le groupe s'est donné, a décidé de diriger les projecteurs sur les dures réalités de la traite.

Le scénario est fictif mais en même temps réaliste, simple et facile à suivre même s'il traite de questions complexes : un jeune moldave est confronté à une série apparemment insurmontable de problèmes. Il a une violente altercation avec ses parents. Il

entend parler d'une offre d'emploi intéressante qui pourrait lui permettre de se sortir d'une situation désespérée. Il prend un risque. Il devient une proie aisée pour les trafiquants et finit par avoir de gros ennuis.

Au départ sceptiques, les élèves âgés d'une dizaine à une vingtaine d'années, demeurent rivés sur leurs chaises inconfortables tout au long des rebondissement de l'histoire. Mais, attendez, ce n'est pas une pièce de théâtre ordinaire ; la fin n'en est pas vraiment une. Les spectateurs ont la possibilité de « rembobiner » les scènes, de revenir en arrière dans le temps et de repartir sur une nouvelle base.

En échangeant des points de vue avec les acteurs, les élèves commencent à s'interroger sur leurs propres objectifs et leurs propres valeurs et le souci pour leur sécurité ainsi que leur dignité personnelle pourraient influencer leurs choix s'ils se trouvaient confrontés à un dilemme similaire. Ils découvrent qu'ils peuvent interrompre l'action sur scène et dire : « Arrêtez, c'est risqué ! Pourquoi n'essayez-vous pas d'emprunter une autre route ? »

La deuxième fois, le scénario, tout comme la destinée des protagonistes, évoluent différemment.

Au moment d'entrer dans le théâtre improvisé – en fait le gymnase de l'école – où règne une température glaciale, Ion (ce n'est pas son vrai nom) n'a pas pu s'empêcher de se moquer de tout l'événement et d'annoncer à qui voulait l'entendre qu'il ne resterait pas jusqu'à la fin. Mais, par la suite, paralysé par la scène qui se jouait sous ses yeux, l'expression d'Ion changea, passant du cynisme à l'inquiétude tandis que Nikon, jouant le rôle d'un

École de village située à Calarasi, en Moldavie occidentale, 11 septembre.

Plus de 200 élèves et leurs enseignants observent le déroulement d'une scène sur la traite des êtres humains, après quoi ils peuvent interagir avec les acteurs et influencer sur le scénario.

Photo : OSCE/Dumitru Berzan

**À l'écoute des groupes vulnérables en Moldavie.** Ces quelques derniers mois, j'ai assisté à bon nombre des représentations du « Forum théâtre » dans toute la Moldavie – à Causeni, Criuleni, Calarasi et Dubasari – et je dois dire que je n'ai jamais vu de jeune public aussi absorbé par ce qui se passait sur scène et écouter le dialogue avec autant d'attention.

Ces adolescents constituent le principal groupe cible de notre campagne de sensibilisation. En raison de leur âge, de leur situation économique et de leur milieu familial, ils sont parmi les plus vulnérables à la traite en Moldavie aujourd'hui.

Comme chacun le sait, la Moldavie est un important pays d'origine de femmes et de filles soumises à la traite à des fins d'exploitation. Nous espérons que lorsqu'ils prennent conscience de ce que leurs amis et leurs proches risquent d'endurer à l'étranger, ces jeunes gens se comporteront de façon plus responsable dans l'éventualité où ils décideraient de participer à l'exode vers d'autres contrées et qu'ils réfléchiront à deux fois avant d'« aider » d'autres personnes à émigrer.

On estime que près de 30 % de la population active, soit environ 750 000 personnes, a quitté ce pays de quatre millions d'habitants, légalement ou illégalement, à la recherche d'horizons meilleurs. Les ONG considèrent que plus d'un pour cent de ces migrants ont été, ou seront, victimes de la traite à un moment ou à un autre.

Aussi, lorsque nous présentons notre pièce itinérante sur la traite des êtres humains dans des écoles situées dans les coins les plus reculés du pays, y compris en Transnistrie ou à proximité de celle-ci, ces chiffres saisissants sont-ils au premier plan de nos pensées : près de la moitié de la population étudiante de Moldavie a au moins un parent qui est absent depuis des mois, voire des années. On évalue à 20 % le nombre d'enfants dont les deux parents vivent et travaillent à l'étranger.

Avec des foyers dont les parents sont absents, de piètres perspectives d'emploi et la télévision qui vante la vie à l'Ouest, il n'est guère étonnant que les gens soient convaincus de faire un choix parfaitement rationnel lorsqu'ils décident de se sortir de leur situation irrationnelle. Au moins 25 % des jeunes femmes moldaves, par exemple, subissent des violences au foyer. Les victimes d'abus domestiques sont plus susceptibles d'être victimes de la traite : 90 % des victimes recensées de la traite ont subi des violences au foyer.

Depuis 2001, l'Organisation internationale pour les migrations et ses partenaires ont recensé plus de 2 500 moldaves victimes de la traite. Bien qu'il s'agisse en majorité de femmes, de plus en plus d'hommes victimes d'exploitation par le travail ont demandé à bénéficier d'une assistance. Des cas d'enfants et de mineurs soumis à la traite pour mendier et commettre de menus larcins sont également de plus en plus fréquemment révélés.

Coopérant avec plus de 25 partenaires d'exécution, la Mission de l'OSCE en Moldavie s'emploie depuis 2003 à coordonner l'action menée pour lutter contre la traite, venir en aide aux victimes et améliorer l'efficacité des poursuites. Directement ou par l'intermédiaire de ses partenaires, la Mission fournit aux fonctionnaires et aux représentants de la société civile un soutien politique, législatif et institutionnel.

**Veaceslav Balan, assistant de programme (lutte contre la traite des êtres humains et questions d'égalité des sexes) auprès de la Mission de l'OSCE en Moldavie.**

[www.osce.org/moldova](http://www.osce.org/moldova)

père violent, s'appêtait à frapper son enfant.

Ion ressentit le besoin de reprendre la parole, cette fois-ci pour obtenir des réponses à certaines des questions qui le préoccupaient. Il proposa aux acteurs des choix plus judicieux et leur demanda pourquoi ils avaient un tel comportement. Et il ne pût pas s'empêcher de donner au père des conseils pour devenir peut être un meilleur parent.

« Cela pourrait aisément arriver à n'importe lequel d'entre nous », déclara Ion en se tournant vers l'assistance. « Ne coupons pas les ponts avec ceux qui reviennent au pays après avoir vécu des expériences horribles à l'étranger. C'est exactement le moment où ils ont le plus besoin de notre amitié et de notre soutien. »

D'ici la fin de l'année, Nikon et ses amis auront donné 20 représentations devant quelque 8 000 jeunes gens, enseignants, travailleurs sociaux et fonctionnaires locaux. « Nous nous adressons délibérément à des écoles dont nous savons qu'elles dispensent un enseignement de piètre qualité et dans lesquelles

les élèves ne se voient offrir que peu d'occasions d'élargir leurs horizons », explique Dumitru Berzan, ancien professeur de langue et de littérature allemandes, âgé de 26 ans, qui est l'instigateur du Forum Théâtre.

Il décrit certains des problèmes auxquels le groupe a été confronté au fil du temps : avoir à traiter avec des directeurs d'école méfiants qui annulent la représentation à la dernière minute, par exemple, ou être obligé de jouer dans des endroits tout sauf idéaux tels que des corridors d'établissements ou des salles de classe et même dans une forêt.

« Une enseignante a un jour exigé que nous nous arrétions au milieu de ce qu'elle estimait être une scène horrible », se souvient Dumitru. « Nous avons réussi tant bien que mal à la convaincre de nous laisser continuer et elle a fini par nous remercier avec effusion. Elle nous a dit qu'elle n'aurait pas pu imaginer qu'une histoire aussi sombre pouvait s'avérer aussi révélatrice. »

Dumitru attribue à des amis le mérite d'avoir attiré son attention sur cette technique novatrice de sensibilisation après l'avoir découverte au cours d'un séjour en Italie. « Le théâtre social basé sur la méthode dite de l'animation psychosociale est quelque chose de nouveau en Moldavie, » explique-t-il. « Cela fonctionne vraiment bien dans de grands groupes, même devant une assemblée de plus de 200 personnes. La Mission de l'OSCE en Moldavie est un partisan enthousiaste et elle prend généreusement en charge les dépenses diverses liées à ce projet d'une durée de six mois.

« Nous avons trouvé la forme d'art idéale qui reflète la réalité, » dit Dumitru. L'approche interactive rend l'assistance plus réceptive aux messages que nous voulons faire passer car ils sont transmis par des formateurs qui sont aussi relativement jeunes. En s'impliquant dans le scénario, les étudiants apprennent ce que c'est que de devoir prendre des décisions déchirantes. Ils se rendent compte qu'il est en leur pouvoir de faire des choix avertis pour eux-mêmes. L'espoir est que toute cette expérience théâtrale les dissuadera d'être mêlé de près ou de loin au commerce de la traite, en tant que victimes ou en tant qu'auteurs ».

Dumitru ne se lasse jamais de coucher sur papier ses observations au sujet de chaque représentation et de se livrer à une auto-analyse ce que lui et les autres volontaires retirent également de leur activité du samedi. « Dans les efforts que nous déployons pour faire de la Moldavie un endroit plus agréable à vivre, » écrit-il, « nous sommes devenus plus ouverts vis-à-vis de toutes sortes de personnes et de circonstances et cela a été bénéfique pour notre épanouissement personnel. Je ne vois pas de façon plus intéressante de passer un week-end. »

**Judith Hale est Conseillère principale pour les questions de lutte contre la traite des êtres humains et de questions d'égalité des sexes auprès de la Mission de l'OSCE en Moldavie.**

# Les faits réduits à leur plus simple expression

## L'être humain n'est pas une marchandise

MILUTIN PETROVIC

La traite des êtres humains est un des problèmes les plus urgents auxquels la Serbie est aujourd'hui confrontée. De par sa nature complexe, il n'est pas facile à combattre. Malheureusement, nous ne pouvons pas tous être comme Clint Eastwood qui peut s'occuper du « méchant » tout en avalant un sandwich. Cela dit, nous pouvons au moins essayer de réfléchir à des moyens concrets et imaginatifs de lutter contre ce fléau.

Je suis convaincu que des gens comme vous et moi pouvons changer le cours des choses, mais uniquement en conjuguant nos efforts avec les forces de l'ordre, les militants de la société civile et des organisations résolues. C'est la raison pour laquelle j'ai décidé de participer à la campagne intitulée « Naked facts » (les faits réduits à leur plus simple expression) menée par ASTRA, une ONG locale qui coopère étroitement avec la Mission de l'OSCE en Serbie pour lutter contre la traite. En fait, j'ai estimé que c'était presque un devoir patriotique que de m'y impliquer.



ASTRA

Pourquoi « Naked Facts » ? En cette ère de battage médiatique et de marketing à outrance, les militants doivent faire appel à leur imagination pour trouver un moyen d'attirer l'attention du public sur des messages sociaux importants. Nous avons donc décidé de tenter notre chance dans cet environnement médiatique en constante évolution en construisant une campagne autour d'une photo d'hommes nus ou à moitié nus, ce qui est encore considéré comme un tabou, du moins dans notre partie du monde. Aux côtés de cette photo figure le texte suivant :

*Les femmes ne sont pas de la viande.*

*Les enfants ne sont pas des esclaves.*

*L'être humain n'est pas une marchandise.*

*Tels sont les faits réduits à leur plus simple expression.*

Novi Sad, Serbie, juillet 2008.  
Une jeune femme en première ligne de la campagne de lutte contre la traite menée par l'ONG ASTRA lors d'un festival international de musique.

### Tendances dérangeantes concernant la traite en Serbie.

Le profil de la traite des êtres humains en Serbie a évolué ces huit dernières années. Au départ, pays de destination et de transit, la Serbie est aussi devenue une source de victimes, dont la plupart sont soumises à la traite sur place.

Et si la plupart des victimes recensées étaient jusqu'à présent des étrangères, elles sont aujourd'hui en grande majorité serbes. Sur les 38 personnes identifiées en tant que victimes par les autorités cette année, par exemple, toutes sauf cinq étaient d'origine serbe.

La traite ne se pratique plus uniquement à des fins d'exploitation sexuelle. D'autres formes – à des fins de travail forcé, de mendicité forcée et pour commettre de menus larcins ainsi que les mariages arrangés – sont en hausse. Près de la moitié des victimes recensées sont des mineurs de moins de 18 ans.

Depuis 2001, la Mission de l'OSCE en Serbie est aux avant-postes de l'action menée sur le plan international pour lutter contre la traite dans le pays en s'employant, à la fois au niveau politique et sur le terrain, à promouvoir des mesures préventives, la protection des victimes et la poursuite des auteurs. Elle collabore étroitement avec les principaux groupes professionnels dans les secteurs de la police, de la justice et

du soutien social pour améliorer leur capacité à s'attaquer à la traite.

La Mission a servi de passerelle entre le Gouvernement et des ONG spécialisées et il en a résulté un partenariat dynamique. Cette alliance a conduit à l'adoption, en décembre 2006, d'une vaste stratégie nationale de lutte contre la traite, que la Mission de l'OSCE avait aidé à élaborer et à négocier.

Avec l'aide de la Mission, la Serbie est devenue l'un des premiers pays d'Europe du Sud-Est à mettre en place une structure institutionnelle pour repérer les victimes de la traite et les diriger vers des services de soutien spécialisés. Le concept est calqué sur les mécanismes nationaux d'orientation développés par le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme (BIDDH) de l'OSCE.

Aujourd'hui, le point de contact officiel pour l'action contre la traite des êtres humains en Serbie est l'Agence d'État pour la coordination de la protection des victimes de la traite des êtres humains. Trois ONG spécialisées jouent dans ce cadre un rôle essentiel en assurant une permanence téléphonique, en administrant des centres d'accueil et en proposant des programmes de réinsertion, entre autres services.

**Madis Vainomaa, Coordonnateur du Programme relatif aux droits de l'homme, Mission de l'OSCE en Serbie.**

[www.osce.org/serbia](http://www.osce.org/serbia)

J'ai dirigé l'équipe créative qui a rédigé le message d'intérêt général et j'ai également réalisé les spots radiophoniques et télévisés. Il n'était pas prévu que je fasse partie du groupe des « nudistes ». Toutefois, après que certains des hommes se fussent défaits à la dernière minute, je fus l'un des remplaçants.

Lorsque nous avons lancé la campagne et que la photo s'étalait sur des panneaux et des affiches partout dans Belgrade, tout le monde était choqué par son impudence, d'une façon, je dirais, euphorique. Je crois que nous avons réussi à taquiner l'esprit des gens, ce qui était le but recherché au départ.

Je me rappelle d'une campagne similaire menée par les Suédois il y a quelques années ; d'après le souvenir que j'ai des images, la touche d'humour était voulue. Notre concept était différent. Même si certains de mes amis ne pouvaient s'empêcher de plaisanter au sujet de notre photo, ils ont vite pris conscience du fait que l'idée n'était pas de s'amuser.

En fait, la plupart des gens étaient plutôt touchés. Plusieurs amis m'ont dit qu'ils considéraient notre participation au projet comme un acte courageux et chevaleresque. Ma famille m'a soutenu et était fière de mon rôle, aussi bien dans les coulisses que sous les projecteurs. Ce retour d'information était important pour moi. J'ai eu le sentiment d'avoir donné un exemple positif d'activisme civique à mes filles qui grandissent.

### Comment une ONG et l'OSCE ont fait équipe avec une brochette de personnalités toutes masculines pour lutter contre la traite en Serbie



Nous voulions faire quelque chose de différent de tout ce qui avait été entrepris jusqu'à présent, quelque chose qui allait faire réagir les gens. Lorsque nous avons contacté Milutin Petrovic pour lui faire savoir que nous souhaitions présenter une brève séquence vidéo en rapport avec notre campagne de sensibilisation, nous avons senti qu'il était exactement la personne qu'il nous fallait. En plus du

fait d'être une personnalité populaire et respectée en Serbie, il n'est jamais à court d'idées créatives.

Nadezda Milenkovic était la directrice de création de cette ambitieuse campagne. Outre Milutin, réalisateur, six autres personnalités bien connues en Serbie ont participé à l'élaboration de cette « fameuse » affiche : les journalistes Željko Bodrožić, Jugoslav Ćosić et Dejan Anastasijević ; Ivan Tasovac, directeur



de l'Orchestre philharmonique de Belgrade ; Vukašin Marković, acteur et leader d'un groupe de reggae en vogue ; et Branislav Lečić, acteur et ancien Ministre de la culture sous le Premier Ministre Zoran Đinđić, aujourd'hui disparu.

Je suis certaine qu'il ne leur a pas été facile de poser devant les photographes et les caméras de télévision et de se voir – nus – sur des affiches, des panneaux et dans des

Nous avons eu la preuve que nous avons réussi lorsque, après nous être préparés à subir des critiques dans la presse à sensation, le pain quotidien du grand public serbe, les articles se sont avérés plutôt mesurés et sobres.

J'espère que la campagne aura un impact durable parmi la population pour ce qui est de réduire l'ignorance du problème et de mettre un terme aux préjugés profondément ancrés à l'égard des victimes de la traite. Je crois que c'est cette ignorance et ces préjugés qui enhardissent les criminels à s'adonner à cette activité inhumaine. Éduquer le grand public est une première étape concrète pour essayer d'y remédier. Sans ce point de départ, la police, la justice et les autres services juridiques et sociaux ne peuvent combattre ce fléau des temps modernes.

**Milutin Petrovic est réalisateur, acteur, auteur, compositeur et musicien de rock and roll serbe. Il a été producteur exécutif, réalisateur et acteur du film « Land of Truth, Love and Freedom », qui a été nommé meilleur film en ex-Yougoslavie en 2000 et a été très bien reçu lors de divers festivals internationaux du cinéma.**



spots télévisés.

En fait, tout récemment, j'ai entendu un couple âgé dans l'autobus discuter de ce qu'ils venaient d'apprendre, à savoir que n'importe qui pouvait être victime de la traite et que l'on pouvait appeler une permanence téléphonique 24 heures sur 24. Dès cet instant, deux mythes avaient volé en éclat : les jeunes femmes et les filles ne sont pas les seules à être la proie des trafiquants, et la police n'est pas la seule à pouvoir aider.

Ces six dernières années, les campagnes de sensibilisation menées par ASTRA avec le soutien de la Mission de l'OSCE en Serbie ont conduit à une augmentation du nombre d'appels enregistrés par notre service d'assistance téléphonique, qui est le seul du pays. À ce jour, nous avons ainsi été en mesure de repérer et de soutenir quelque 270 victimes, dont plus d'une centaine d'enfants. Et, ce qui est tout aussi important,

nous recevons également d'avantage d'appels pour nous signaler des cas suspects, ce qui nous permet d'effectuer un travail préventif.

À long terme, cependant, nous ne pouvons être pleinement efficaces que si le climat politique est favorable. Les choses seront tellement plus faciles pour nous si les autorités admettent que la traite des êtres humains est l'une des formes les plus lucratives de criminalité organisée et s'engagent à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour en venir à bout.

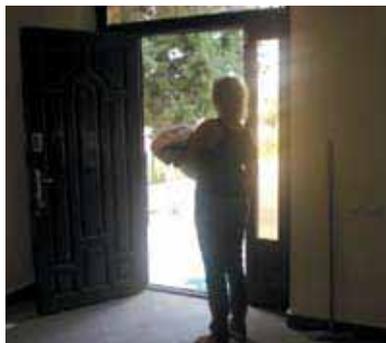
**Ivana Radovic, Coordinatrice du programme de prévention et de sensibilisation d'ASTRA, une ONG qui s'emploie à éliminer toutes les formes de traite des êtres humains, en particulier des femmes et des enfants.**

*La campagne « Naked Facts », qui a été lancée en juin 2008, se poursuivra jusqu'à la fin de l'année : [www.astra.org.yu/novi](http://www.astra.org.yu/novi)*

# Un refuge pour les victimes

## l'Azerbaïdjan cherche des solutions

Bakou (Azerbaïdjan) : après leur terrible expérience, les victimes de la traite se sentent, dans leur foyer temporaire, en sécurité et prises en charge.  
Photos : Refuge de Bakou/Mehriben Zeynalova



### RASHAD HUSEYNOV

« Je n'avais aucun autre endroit où aller. Tout ce que je voulais, c'était mettre fin à mon existence misérable », dit Irada (nom d'emprunt), 28 ans. « Une fois ici, cependant, j'ai commencé à penser au lendemain. Maintenant, je sais que je ne serai pas seule. »

« Ici », c'est le bâtiment de trois étages qui abrite, à Bakou, le refuge pour victimes de la traite des êtres humains que le Gouvernement azerbaïdjanais a ouvert en 2006 suite à l'adoption, en 2004, de son plan national d'action contre la traite que le Bureau de l'OSCE à Bakou a aidé à préparer. Le refuge est administré par l'ONG « Clean World » et financé par l'État.

Irada n'aurait jamais imaginé que son malheur, causé par un mariage avec un alcoolique suivi d'un divorce, puisse encore s'aggraver. « Je ne pouvais pas retourner dans ma famille, car je m'étais mariée sans leur consentement », dit-elle. « J'ai ensuite rencontré une ancienne amie qui m'a dit qu'elle pouvait m'obtenir un emploi à Dubaï comme garde d'enfants. Elle s'est immédiatement attachée, avec son frère, à m'obtenir tous les papiers nécessaires et, avant que j'aie eu le temps de réagir, j'étais en route pour Dubaï. »

Le réveil d'Irada a été rude, lorsqu'elle a atterri à l'aéroport de la ville la plus peuplée des Émirats arabes unis. « J'ai été privée de tous mes papiers et contrainte de me prostituer. »

Quelques mois plus tard, un de ses clients l'a aidée à se mettre en rapport avec la police azerbaïdjanaise, qui a organisé son rapatriement. Des fonctionnaires du Département de la lutte contre la traite des êtres humains, qui relève du Ministère de l'intérieur, ont accueilli Irada à l'aéroport de Bakou pour la conduire au refuge.

Soulagée d'être rentrée saine et sauve, il restait à Irada un problème à résoudre : que faire de l'enfant qu'elle attendait ? Elle pensait pour un avortement, mais après quelques jours passés au refuge, elle a changé d'avis lorsqu'on lui a assuré qu'elle recevrait des soins de maternité gratuits.

« J'ai maintenant une raison de continuer à vivre », dit Irada. « Cette année, outre Irada, nous avons pris sous notre aile deux autres femmes enceintes », dit Mehriben Zeynalova, directrice du refuge. « Nous pouvons accueillir 50 victimes de la traite des êtres humains. En fait, nous pouvons également accueillir des hommes, mais à ce jour, tous nos résidents temporaires ont été des femmes : en 2006, nous n'en avons accueilli que 4, puis, en 2007, ce chiffre est passé à 29. Cette année, pour le moment, nous avons accueilli 38 femmes. »

Le personnel a reçu une formation poussée à la gestion quotidienne du refuge et à la prise en charge des victimes de la traite. Dispensés par des experts ukrainiens, les cours ont été financés et organisés par le Bureau de l'OSCE à Bakou en coopération avec l'Organisation internationale pour les migrations. Le Bureau de l'OSCE a également contribué financièrement à la remise en état du refuge et à la mise en place d'une permanence téléphonique gratuite pour les victimes.

Des consultations médicales et psychologiques ainsi qu'une assistance juridique sont proposées grâce aux ministères de l'éducation et de la santé. On aide également les victimes à réintégrer leur famille, ce qui n'est pas chose aisée, les victimes étant généralement tenues responsables de leurs problèmes. Le gouvernement donne également aux victimes l'équivalent de 40 dollars lorsqu'elles quittent le refuge.

« Traiter humainement des victimes telles qu'Irada est véritablement notre priorité », dit Mme Zeynalova. « Un groupe de travail composé de 11 membres de différentes ONG suit de près la façon dont le refuge est administré pour s'assurer qu'il répond aux normes énoncées dans le plan national d'action. »

### DAVANTAGE DE REFUGES

Visitant le refuge lors d'un voyage officiel effectué en Azerbaïdjan en juin dernier, Eva Biaudet, Représentante spéciale et Coordinatrice de l'OSCE pour la lutte contre la traite des êtres humains, s'est félicitée de l'intention annoncée par le Ministère de l'intérieur d'ouvrir quatre autres refuges similaires dans

## Un nouveau rapport bouscule les mythes concernant la traite en Azerbaïdjan.

La traite des êtres humains en Azerbaïdjan n'est généralement associée qu'à l'exploitation de la prostitution des femmes. Or, un récent rapport intitulé *Determinants of Labour Exploitation and Trafficking of Nationals and Foreigners in Azerbaijan* met à mal cette vision étroite.

« C'est le premier rapport jamais publié sur l'Azerbaïdjan qui se concentre sur la traite qui vise l'exploitation de la main d'œuvre et le travail forcé, qui touche principalement les hommes », dit Blanka Hancilova, auteur principal du rapport. « L'intérêt pour cet aspect moins connu va croissant. Après tout, on ne peut mener une action ciblée contre la traite des êtres humains que si l'on en comprend ses différentes formes. »

Le rapport indique que l'exploitation a lieu non seulement dans l'industrie du sexe, mais également dans les secteurs du bâtiment et du pétrole, ainsi que dans ceux de l'agriculture, des services domestiques, des marchés de plein air et de la restauration.

Il décrit l'Azerbaïdjan comme destination de victimes potentielles de l'exploitation de la main d'œuvre provenant de pays tels que le Pakistan, l'Inde et la Chine, phénomène relativement nouveau lié à la forte croissance des marchés du pétrole et du bâtiment de ce pays.

« Aucune personne exploitée dans des secteurs autres que la prostitution n'a encore pu se manifester et demander une aide juridique », dit Mme Hancilova. « Cela donne à penser que le système juridique et judiciaire ne saisit peut-être même pas que l'exploitation du travail est un problème. Cela montre, en tout cas, qu'il n'existe pas d'appui du gouvernement et des ONG aux victimes de la traite qui vise l'exploitation du travail, qui se trouvent souvent être des hommes.

Le rapport, cependant, mentionne également quelques points positifs : un refuge financé par le gouvernement pour les victimes de l'exploitation sexuelle, et un service de police spécialisé qui a recensé, en 2007, plus de 100 femmes victimes de la traite provenant de Moldavie, d'Ouzbékistan et d'Azerbaïdjan même.

Le rapport s'inscrit dans un projet à plus long terme qui vise à apporter une réponse globale à la traite dans le Caucase du Sud. Ce projet est mis en œuvre par l'Organisation internationale du travail en étroite partenariat avec le Centre international pour le développement des politiques migratoires et l'OSCE, grâce à un financement de la Commission européenne (TACIS).

**Maryam Haji-Ismayilova, point focal pour la lutte contre la traite au Bureau de l'OSCE à Bakou**

différentes régions du pays.

« Mon impression générale est que les autorités azerbaïdjanaises sont résolues à combattre la traite des êtres humains », a-t-elle déclaré après avoir rencontré le Vice-Président du Parlement, le Ministre de l'intérieur, le Procureur général et des représentants des ministères de la justice et des affaires étrangères.

Dans le même temps, elle s'est déclarée préoccupée par le faible nombre de victimes recensées, à savoir 100 en 2007, par rapport à l'ampleur du problème. « L'expérience d'autres pays de l'OSCE a montré que les victimes hésitent à s'adresser à la police pour obtenir de l'aide », a-t-elle déclaré. « Elles n'ont pas assez confiance dans le système et craignent que des pratiques de corruption ne les mettent davantage en danger. C'est pourquoi nous préconisons que le pays mette en place un mécanisme national d'orientation qui offrirait aux victimes un moyen sûr de chercher de l'aide et faciliterait leur manifestation. »



De fausses annonces d'emploi publiées dans des journaux promettent des salaires élevés en Azerbaïdjan et à l'étranger. Une affiche de l'Organisation internationale pour les migrations dit : « Ne vous faites pas avoir ! Vérifiez ! »

Elle a appelé l'attention sur la nécessité de sensibiliser le public et de dispenser une formation spécialisée aux policiers, inspecteurs du travail et personnels de santé susceptibles de travailler auprès de victimes.

Mme Biaudet a également exhorté le gouvernement à reconnaître le rôle essentiel que jouent les ONG. « On ne pourra identifier plus efficacement les victimes que par une participation accrue d'institutions de la société civile », a-t-elle dit.

En 2008, outre l'Azerbaïdjan, Mme Biaudet et ses collaborateurs se sont également rendus en Biélorussie, en Bosnie-Herzégovine, au Tadjikistan, en Roumanie et en Espagne pour évaluer l'action que ces pays mènent pour faire de la lutte contre la traite une priorité nationale et pour concrétiser les engagements qu'ils ont pris dans le cadre de l'OSCE.

Jose Luis Herrero, chef du Bureau de l'OSCE à Bakou, dit que la révision du plan national d'action par le ministère de l'intérieur est l'occasion de prendre en compte les préoccupations exprimées par Eva Biaudet. « En fait, les autorités sont ouvertes à toute assistance que les organisations internationales et les ONG peuvent apporter au projet », dit-il. « Pendant ce temps, le Bureau de l'OSCE fera tout son possible pour continuer de renforcer l'aptitude du gouvernement, des ONG locales et de la société civile à relever ces défis. »

L'Azerbaïdjan, longtemps pays d'origine et de transit pour la traite visant l'exploitation sexuelle à des fins commerciales et le travail forcé, devient rapidement un pays de destination pour cette activité criminelle en raison de sa croissance rapide liée à l'activité pétrolière. D'après les estimations officielles de cette année, les infractions liées à la traite des êtres humains ont augmenté de plus de 50%, le pays détenant près de 40 groupes criminels.

**Rashad Huseynov est préposé national à la presse et à l'information au Bureau de l'OSCE à Bakou.**

# Se tenir à l'écart des pièges des trafiquants

Kayrakkum (nord du Tadjikistan), 25 juillet. De gauche à droite : Alisher Alajanov, de l'ONG « Golden Goal » (Kirghizistan), Shakhnoza Khasanova, étudiante du Kazakhstan, et Gulchehra Mirzoeva, de l'ONG « Modar », échantent des avis à l'université d'été. Derrière eux se trouve un panneau qui porte le message « Les jeunes pour un monde sans traite des êtres humains ».



OSCE/FIRUZA GULOMASEINOVA

## FIRUZA GULOMASEINOVA

Pendant dix jours, en juillet dernier, 60 lycéens et étudiants du Kazakhstan, du Kirghizistan, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan âgés de 15 à 26 ans se sont reposés, se sont fait des amis, ont mis en commun leur expérience, ont nagé dans le lac, ont produit une pièce de théâtre et ont présenté leur œuvre au camp « Shifo », situé au bord du lac Kayrakkum, dans le nord du Tadjikistan.

Ne pensez surtout pas qu'il s'agissait d'un séjour d'agrément offert par le Bureau de l'OSCE au Tadjikistan : le lien qui unissait ces activités était un séminaire qui avait pour but de sensibiliser les jeunes à l'un des grands problèmes de leur temps, à savoir « comment éviter de finir en trophées des trafiquants ».

L'université d'été a cherché à instiller un sentiment de responsabilité personnelle et sociale chez les étudiants, à leur permettre de créer des réseaux et d'absorber autant d'informations que possible pour se protéger contre les dangers de la traite. Ce camp était le premier à aborder le thème de la traite en Asie centrale.

« La traite ne consiste pas toujours à franchir une frontière, bien entendu », dit Graziella Piga, qui administre le Programme de promotion de l'égalité des sexes et de lutte contre la traite au Bureau de l'OSCE au Tadjikistan. « Dans ce pays et dans de nombreux endroits d'Asie centrale, cependant, la tendance, chez les jeunes, est de quitter leur pays juste après le lycée, souvent illégalement. La traite des mineurs et des enfants, que ce soit pour le sexe ou pour l'exploitation du travail, se développe à un rythme alarmant. »

Le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan sont des pays d'origine des femmes victimes de la traite, tandis que le Kazakhstan et le Kirghizistan sont des pays d'origine, de transit et de destination.

Shakhnoza Khasanova (22 ans), du Kazakhstan, a convenu que les jeunes comme elle forment le groupe le plus vulnérable. « Nombre d'entre nous sont trompés par des images de vie merveilleuse au-delà des frontières de notre pays, ce qui fait de nous des proies faciles pour les trafiquants », a-t-elle ajouté, « et il existe très peu d'informations sur les risques que l'on court lorsqu'on cherche fortune à l'étranger. »

« Je ne savais pratiquement rien du problème de la traite avant de participer à l'université d'été », a indiqué Sevara Khalmatova

(18 ans), étudiante à l'Université kirghizo-ouzbèke d'Och (Kirghizistan). « Maintenant, je suis très bien informée. Ce que j'ai retenu, c'est que je dois me méfier des offres d'emploi à l'étranger, quel que soit le salaire offert. »

La fin de l'université d'été ne signifie pas la fin de la participation active des 60 étudiants.

« Nous confions à ces jeunes gens la soin de transmettre leurs connaissances au plus grand nombre possible de leurs pairs », dit Gulchehra Mirzoeva, de l'ONG « Modar », qui a aidé à organiser le séminaire. « Nous les invitons à former des groupes de volontaires, à écrire des articles pour leur journal local, à organiser des séminaires dans leur université et à disséminer l'information par leurs amis et par l'Internet. »

Daler Juraev, étudiant de troisième année à l'annexe de Khujand de l'Université technique du Tadjikistan, dit qu'il sera affecté à une école locale du district d'Istravshan pour sa période de stage et prévoit de consacrer deux ou trois sessions à la traite des êtres humains, s'appuyant sur l'enseignement reçu à l'université d'été.

« Il m'est apparu que je peux mettre à profit cette expérience utile pour organiser une université d'été similaire au Kirghizistan », a dit Alisher Alajanov (26 ans), qui représentait « Golden Goal », une ONG d'Och qui collabore étroitement avec le bureau extérieur de l'OSCE pour combattre la traite. Il a dirigé les cinq étudiants kirghizes qui ont participé au camp.

Le séminaire, que le Bureau de l'OSCE au Tadjikistan a aidé à concevoir, à financer et à administrer, a été organisé en coopération avec deux ONG et a reçu le plein appui de la Commission interministérielle tadjike de lutte contre la traite des êtres humains.

L'université d'été s'est inscrite dans un programme plus vaste comprenant des ateliers tenus dans les principales villes à l'intention des jeunes, une formation d'enseignants et plusieurs campagnes de sensibilisation. En juillet, par exemple, le Bureau de l'OSCE à Douchanbé a tenu un séminaire sur la lutte contre la traite à l'intention des agents de 14 ambassades et consulats au Tadjikistan chargés de délivrer des visas et des documents de voyage.

**Firuz Gulomaseinova est Assistante principale chargée de la presse et de l'information au Bureau de l'OSCE au Tadjikistan.**